

Israël : l'intendance domine la campagne électorale

A deux semaines des élections législatives israéliennes du 23 juillet, les deux principaux partis, Likoud (majorité) et Parti travailliste (opposition), évitent toujours d'aborder les grands problèmes politiques de l'heure : la guerre du Liban, la crise économique, ou l'avenir des territoires occupés, notent les observateurs.

Jamais une campagne électorale israélienne n'a provoqué de débats aussi peu passionnés. En revanche, les deux grands partis utilisent le petit écran pour s'accuser réciproquement avec véhémence de malversations, comme « l'achat » du témoignage d'un simple citoyen pour les besoins d'une émission.

Pour cette bataille télévisée, ils ont fait appel à des spécialistes qui ont donné à ces interventions la forme de véritables shows où s'affrontent les comédiens des deux camps.

Ces programmes extrêmement coûteux (de 3 000 à 4 000 dollars la minute) ont obligé les partis à réduire considérablement les autres dépenses de leur campagne, comme la publicité dans les journaux.

Autre signe du manque de passion de cette campagne, les dirigeants de la majorité comme de l'opposition semblent préférer les visites dans les usines, les grandes entreprises et les marches populaires aux grandes assemblées populaires réunies traditionnellement.

Les rares meetings se dérou-

lent dans un calme qui contraste avec le climat passionnel des campagnes électorales de 1977 et 1981. Aucun homme politique n'a d'ailleurs pour le moment réussi à attirer les foules, à l'exception de M. Ariel Sharon.

L'ancien ministre de la Défense — contraint de démissionner en février 1983 à la suite de la présentation du rapport de la commission d'enquête sur les massacres de Sabra et Chatila (Liban) — reste toujours populaire dans les colonies de peuplement israéliennes, dans les quartiers pauvres, habités en majorité par des immigrants d'origine orientale, et auprès de la jeunesse qui, selon les sondages, penche plus à droite que la moyenne de la population.

M. Ezer Weizman, ancien ministre de la Défense, populaire parmi l'électorat arabe israélien, est une autre exception puisque 10 000 personnes, selon la presse, l'ont acclamé lors d'un meeting dans la région du « triangle » (nord d'Israël) mercredi dernier.

La popularité dont semble jouir M. Weizman, fondateur du parti Yahad (libéral),



Inquiets des éventuelles mesures de contrôle économique qui pourraient être prises après les élections du 23 juillet, les Israéliens s'efforcent par tous les moyens de se procurer des devises fortes et surtout des dollars. Cela donne lieu à un marché noir florissant (notre document).

auprès de certains Arabes israéliens se fait aux dépens du Parti travailliste ainsi que du Parti communiste Rakah, implanté presque uniquement dans le secteur arabe.

Pour la première fois depuis la création de l'Etat d'Israël, le Parti communiste est également concurrencé par un second mouvement judéo-arabe non sioniste : la liste « progressiste pour la paix », nouvellement créée, qui préconise la reconnaissance de l'OLP et la création d'un Etat palestinien.

Le vif débat qui s'est instauré

entre ces deux formations minoritaires ne touche cependant pas l'électorat juif dont le flegme, voire l'indifférence, semble convenir parfaitement à l'opposition travailliste qui, dès le début, a adopté un profil bas.

Les travaillistes estiment marquer des points en insistant surtout sur « l'échec cinglant » de la politique économique de leurs adversaires. Effectivement, selon un sondage d'opinion effectué par un institut indépendant et publié vendredi, 48 % des personnes interrogées jugent que « les

travaillistes gèreraient mieux les finances nationales ».

Les jeux ne sont pas encore faits, notent toutefois les observateurs. Si d'autres sondages publiés par des journaux israéliens (Hadaashot et Yedioth Aharonoth, indépendants), créditent toujours le Likoud d'un nombre de députés insuffisant pour former le prochain gouvernement (38 contre 46 dans la Knesseth sortante), l'opposition travailliste a tendance à perdre son avance, alors que plus d'un quart des personnes interrogées n'est pas encore fixé.

Londres : deux ex-agents du Mossad compromis dans l'enlèvement du ministre nigérien

Deux Israéliens, anciens agents du Mossad, seraient compromis dans la tentative d'enlèvement de l'ancien ministre des Transports du Nigéria, M. Umaru Dikko. Tels sont les premiers résultats de l'enquête de Scotland Yard qui avait affirmé : « Toute la lumière sera faite. »

Cependant la tempête soulevée par cette rocambolesque affaire commence à s'apaiser. Samedi après-midi, l'appareil des lignes nigériennes, qui aurait dû embarquer l'ancien ministre vers Lagos, si l'enlèvement avait réussi, a pu quitter l'aéroport de Stansted (nord-est de Londres) et l'avion britannique, immobilisé dans la capitale nigérienne, a donc pu s'envoler à son tour. D'autre part, l'ancien ministre se remet de ses émotions et sort peu à peu du long sommeil où l'avaient plongé ses ravisseurs.

Les policiers britanniques ne semblent pas avoir eu trop de mal à dépister ces derniers qui, sûrs de leur fait, n'avaient pas pris de précaution. Ils ont simplement enquêté auprès des passagers de l'appareil nigérien. Parmi elles, ils en ont sélectionné dix-sept qu'ils se sont appliqués à « cuisiner » plus particulièrement.

Scotland Yard a été surpris de découvrir deux citoyens israéliens, anciens agents des services secrets de l'Etat hébreu, qui seraient arrivés en Grande-Bretagne « illégalement » mercredi dernier venant de Lagos, à bord du même avion de la compagnie Nigerian Airways, sur lequel ils devaient tenter le fon-

demain de faire embarquer deux caisses en bois, dont l'une contenait M. Dikko drogué.

Selon l'« Observer », qui rapportait hier ces informations, l'un des deux hommes serait né en URSS, l'autre en Tunisie, mais les deux ont la nationalité israélienne. La campagne de l'un des deux « mercenaires » se trouvaient elle-même parmi les dix-sept personnes retenues et interrogées par la brigade antiterroriste de Scotland Yard. Sur les quatre personnes finalement gardées par la police britannique, il y aurait également deux Nigériens.

Le fait que les deux anciens agents du Mossad soient venus du Nigéria juste avant la tentative d'enlèvement de M. Dikko renforce l'hypothèse qu'un organe dépendant des autorités de Lagos, « probablement l'organisation nationale de sécurité, les services de renseignement du Nigéria », suppose l'« Observer », est derrière cette affaire.

Mais il y a un autre mystère que voudrait éclaircir Scotland Yard : c'est savoir si l'ambassade du Nigéria a participé de quelque façon à la tentative d'enlèvement. Dans le cas affirmatif, le gouvernement de Mme Thatcher prendrait quelque mesure spectaculaire à l'égard du gouvernement nigérien. D'un mois après l'affaire de l'ambassade libyenne, au cours de laquelle une femme policier avait été tuée. Les Anglais sont particulièrement exaspérés par les abus commis sous couvert diplomatique.

Procès politique en Yougoslavie : désaccord parmi les dirigeants

Tous les dirigeants yougoslaves ne sont pas d'accord à propos du procès du sociologue Vojislav Seselj, accusé de « menées contre-révolutionnaires », procès qui se déroule à Sarajevo.

En effet, un membre de la direction du parti, M. Mitja Ribicic, a tenu à donner publiquement son sentiment, déclarant notamment qu'il était « opposé à tout procès dans lequel on ne peut pas vraiment faire la preuve d'une activité (...) réellement grave ou dangereuse ». Les procès politiques, a ajouté M. Ribicic, ne peuvent que porter « un énorme préjudice au prestige de la Yougoslavie ».

Aussi déplorable qu'apparaît le procès politique de M. Seselj, il convient de souligner l'énorme différence qui existe entre ce procès et ceux qui se déroulent habituellement dans les autres pays communistes. En Yougoslavie, en effet, les séances sont publiques et tout le monde peut savoir ce que disent les témoins, la défense et l'accusé. Ensuite et surtout, on a connaissance des divergences qui existent à ce sujet

au sein du parti et du débat qui l'agite.

Vendredi, le tribunal de Sarajevo a décidé de prolonger le procès de deux jours supplémentaires afin d'entendre de nouveaux témoins et d'annexer de nouvelles pièces au dossier, nouvelle preuve que le jugement n'est pas établi d'avance.

A la fin de la semaine, un employé de l'hebdomadaire « Kommunist », organe central du parti, a affirmé qu'un manuscrit de M. Seselj, constituant l'une des pièces à conviction de l'accusation, était bien parvenu au journal, mais il ignorait en revanche s'il avait bien été remis à son destinataire, le journaliste Dusan Bogavac, qui nie l'avoir jamais reçu.

Samedi, après que le procureur ait prononcé un réquisitoire modéré, M. Seselj a accusé les dirigeants de Sarajevo d'avoir « cherché les moyens de le détruire personnellement ».

Expliquant les motifs de ce qu'il estime être une « machination policière », le sociologue a déclaré : « Je me suis fait de puissants ennemis au sein de la direction de Bosnie-Herzégovine au cours d'un conflit qui n'était pas politique mais moral. » M. Seselj faisait directement allusion à son premier conflit avec les autorités de Sarajevo, survenu il y a trois ans, alors qu'il était maître assistant à l'université de cette ville, capitale de la Bosnie-Herzégovine. Il avait alors obtenu l'annulation de la thèse de troisième cycle d'un secrétaire du parti de la ville, M. Bane Miljus, qu'il avait accusé de plagiat. Le directeur d'étude de M. Miljus se trouvait être M. Hamdija Pozderac, professeur à la faculté des sciences politiques, aujourd'hui représentant de la Bosnie-Herzégovine à la présidence collégiale de Yougoslavie.

Les deux défenseurs de M. Seselj, M. Zdravko Radovic, du barreau de Sarajevo, et M. Srdja Popovic, avocat « politique » de Belgrade, ont pour leur part demandé au tribunal l'acquiescement de leur client.

LIBAN

Un seul point de passage à la circulation à Beyrouth

Un seul point de passage entre les secteurs est et ouest de Beyrouth, celui du port, au nord de Beyrouth, a été rouvert hier. Les quatre voies de passage ouvertes officiellement au trafic — le musée, le port, Tayyouné et la galerie Semaan — avaient été fermées tôt le matin du côté ouest par les mères et épouses des disparus qui réclament la libération immédiate de toutes les personnes enlevées ou disparues.

URSS

Les Komsomol critiqués par le parti

Le comité central du PC soviétique critique, dans une déclaration, la ligue de la jeunesse communiste, les Komsomol, qui a connu des « échecs importants » dans son travail. Les Komsomols doivent notamment lutter contre l'influence occidentale dans la culture soviétique, et l'éducation doit mettre l'accent sur les idéaux communistes. « Il est nécessaire d'inculquer à la jeunesse le respect de la grande histoire de la mère-patrie, de l'hymne national et du drapeau de l'Etat », affirme la déclaration du CC.

JAPON

Fabius fait l'article

M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, a invité hier les industriels français à être présents au Japon « en nombre suffisant, en durée suffisante et en qualité suffisante » afin de pénétrer le marché.

Au cours d'un débat à la chambre de commerce et d'industrie française au Japon, M. Fabius, arrive jeudi pour une visite de cinq jours au Japon, a également encouragé les entrepreneurs français à s'inspirer des Japonais dans trois domaines : la formation, la capacité d'adaptation et la force de vente.

ITALIE

Gauchistes condamnés

Au terme d'un procès qui durait depuis six mois, 30 militants de l'organisation d'extrême gauche « Prima Linea » et de groupes affiliés ont été condamnés samedi soir à Rome à des peines allant d'un à 21 ans de prison, pour attaques et vols à main armée, au cours desquels trois carabinieri ont été tués, en 1981 et 1982.

PEROU

Le « Sentier lumineux » tue 27 paysans

Entre 100 et 150 guérilleros du Sentier lumineux (maoïste) ont tué jeudi 27 villageois de Chu-huin, à environ 100 km d'Ayacucho, selon les témoignages de sept blessés survivants de l'attaque, hospitalisés à Ayacucho. Parmi ces sept blessés figurent trois enfants de quatre, sept et onze ans, ainsi qu'une jeune femme âgée de 19 ans. 3 845 personnes ont été tuées dans le seul département d'Ayacucho depuis le début des opérations de la guérilla dans cette région en mai 1980.